

Unité départementale des Hauts-de-Seine
Service risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 09/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FRANCE TELEVISIONS

7 ESPLANADE HENRI DE FRANCE
75015 Paris

Code AIOT : 0007404161

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2025 dans l'établissement FRANCE TELEVISIONS implanté 7 ESPLANADE HENRI DE FRANCE 75015 PARIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le fonctionnement dégradé des tours aéroréfrigérantes n°5 à 8 a conduit à la prolifération de légionelles dans les eaux du circuit (dépassement du seuil de risques sanitaires : 100 000 UFC/L), exposant alors les riverains à une contamination par les légionelles pouvant provoquer une maladie appelée légionellose.

Ces 4 tours sont à l'arrêt depuis le 16 septembre 2024, jour où un contrôle inopiné mandaté par la DRIEAT a relevé une concentration en légionella pneumophila supérieure à 100 000 UFC/l (580 000 UFC/l)

Un arrêté de mesure d'urgence (arrêté préfectoral n° DUPA-2024-1333 du 27 septembre 2024) a été

notifié à l'exploitant afin d'empêcher toute remise en service de l'installation sans avoir présenté à l'inspection des installations classées les garanties nécessaires.

Un arrêté de mise en demeure (arrêté préfectoral n°DUPA-2024-1442 du 22 octobre 2024) a également été notifié à l'exploitant afin qu'il respecte les dispositions réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 14/12/13 et visant à assurer une remise en service prévenant le risque de prolifération de légionelles.

L'inspection du 11/04/2025 a été réalisée à la demande de l'exploitant afin de faire un point d'avancement sur les actions qui menait par France Télévision pour satisfaire les prescriptions des arrêtés préfectoraux susmentionnés

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANCE TELEVISIONS
- 7 ESPLANADE HENRI DE FRANCE 75015 PARIS
- Code AIOT : 0007404161
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement de FRANCE TELEVISION a été initialement déclaré en 1996.

Il abrite 3 installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- 8 tours aéroréfrigérantes (TAR), en terrasse au 8ème étage, de puissance thermique totale 8 100 kWth (2 circuits) dont les TARs 1,2,3 et 4 ont un fonctionnement saisonnier et les TARs 5 à 8 ont un fonctionnement annuel. Ces TAR sont classées sous la rubrique 2921-1-a de la nomenclature des ICPE, régime de l'enregistrement, et sont réglementées par l'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) du 14/12/13. Cette ICPE bénéficie de l'antériorité ;
- 3 groupes électrogènes de secours (GES), au sous-sol au niveau -4, de puissance totale de 11MW alimentés par un dépôt aérien de FOD d'une capacité de 50m3 soit 40 tonnes (2 cuves SE de 25m3 en soute). Ces GES sont classées sous la rubrique 2910-A-2 de la nomenclature des ICPE, régime de la déclaration, et sont réglementés par l'AMPG du 03/08/18 ;
- 6 groupes froids (GF), 5 au sous-sol au niveau - 2 et 1 en terrasse, de marque TRANE d'une puissance électrique totale de 1960 kW contenant respectivement 1728kg de fluide réfrigérant (R 134a) et 42,6 kg de fluide réfrigérant (R 410a). Le site abrite donc un total de 1770,6 kg de fluide frigorigène. Ces GF sont classés sous la rubrique 1185-2-a de la nomenclature des ICPE, régime de la déclaration, et sont réglementés par l'AMPG du 04/08/14. Cette ICPE bénéficie de l'antériorité.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- BIOCIDES
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Entretien préventif	AP de Mise en Demeure du 22/10/2024, article 2	Proposition d'un délai supplémentaire pour répondre à la mise en demeure Demande d'action corrective,	D'ici le 16/05/2025
5	Rapport d'incident pour le dépassement 100 000 UFC/L	AP de Mise en Demeure du 22/10/2024, article 3	Astreinte	Sans objet
6	Mise à jour du plan d'entretien et du plan de surveillance	AP de Mise en Demeure du 22/10/2024, article 3	Proposition d'un délai supplémentaire pour répondre à la mise en demeure Demande d'action corrective	D'ici le 16/05/2025
9	Entretien des dévésiculeurs	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2	Demande d'action corrective	Dès la remise en eau des tours n°1 à 4 effectuées

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Vidange, nettoyage et désinfection des tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8	AP de Mesures Conservatoires du 26/09/2024, article 1	Sans objet
2	Conformité des installations électriques	AP de Mesures Conservatoires du 27/09/2024, article 2	Sans objet
3	Réalisation d'une nouvelle analyse méthodique des risques	AP de Mise en Demeure du 22/10/2024, article 1	Levée de mise en demeure
7	Rapport d'incident pour le début d'incendie	AP de Mise en Demeure du 22/10/2024, article 5	Levée de mise en demeure
8	Plan des réseaux	AP de Mise en Demeure du 22/10/2024, article 7	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu à trois prescriptions de la mise en demeure notifiée par l'arrêt préfectoral n° DUPA-2024-1442 du 22/10/2024 et semble mettre en œuvre les actions correctives nécessaires pour répondre aux 4 autres prescriptions de l'arrêt préfectoral n° DUPA-2024-1442.

L'exploitant a modifié les conditions de la maintenance de ses tours aéroréfrigérantes en externalisant cette dernière. Il a également changé de traiteur d'eau impliquant, par conséquence, une modification de la stratégie de traitement. Les plans de surveillance et d'entretien sont en cours de finalisation.

Le rapport d'accident relatif au dépassement 100 000 UFC/L n'a pas encore été transmis à l'inspection des installations classées. Une astreinte journalière est proposée au Préfet de police pour non-respect d'une prescription d'un arrêt préfectoral de mise en demeure.

Les dévésiculeurs des tours n°1 à 4 ne sont plus efficaces. L'exploitant doit donc les remplacer le plus rapidement possible.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vidange, nettoyage et désinfection des tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 26/09/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Arrêt des TAR
Prescription contrôlée : Dès la notification du présent arrêté, les tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8 sont vidangées, nettoyées et désinfectées au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 14/12/2013 susvisé.
Constats : L'exploitant a transmis le 05/11/2024 le rapport d'intervention établi par la société HQAIR le 01/10/24. Ce rapport atteste de la bonne réalisation des opérations de nettoyage et de désinfection réalisées sur les tours aéroréfrigérantes n°5 à 8. Ces opérations se sont déroulées du 23/09/2024 au 25 septembre 2024. Les tours aéroréfrigérantes n°5 à 8 sont toujours à l'arrêt et vidangées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conformité des installations électriques

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 27/09/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : Dès la notification du présent arrêté, l'exploitant : [...] • réalise un contrôle de conformité des installations électriques des tours aéroréfrigérantes 5 à 8 ; met en œuvre, le cas échéant, un plan d'action pour lever les non-conformités relevées lors du contrôle des installations électriques.
Constats : L'exploitant a transmis le 11/04/2025 le rapport de vérification initiale des installations électriques des tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8 daté du 12/12/2024. Le rapport ne fait mention d'aucune non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réalisation d'une nouvelle analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/10/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation de l'AMR
Prescription contrôlée : Sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit réaliser une nouvelle analyse méthodique des risques par un autre bureau d'étude spécialiste du risque légionellose afin d'identifier l'ensemble des sources potentielles de prolifération de légionelles conformément à l'article 26 alinéa I,1,a de l'arrêté du 14/12/2013
Constats : L'analyse méthodique des risques (AMR) des tours aéroréfrigérantes n°5 à 8 a été réalisée par SOCOTEC le 31 octobre 2024. La version 1 de cette AMR a été transmise à l'inspection le 13/11/24. Le Groupe de travail composé de l'ancien traiteur d'eau (EAUTEX), de l'exploitant, de la société de maintenance (ATALIAN) et du rédacteur de l'AMR (SOCOTEC) s'est réuni le 18/10/2024. L'AMR a identifié des bras morts. L'exploitant a indiqué avoir supprimé les bras morts sur la partie nouvelle de son installation et réaliser des purges quotidiennes au niveau des bras morts sur la partie non modifiée du circuit hydraulique afin de favoriser la circulation de l'eau. L'exploitant a prévu de changer sa stratégie de traitement et devra donc faire une nouvelle AMR afin de valider cette nouvelle stratégie de traitement. Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de lever ce point de la mise en demeure notifiée par l'arrêté préfectoral n° DUPA-2024-1442 du 22 octobre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Entretien préventif

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/10/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Justification de la stratégie de traitement
Prescription contrôlée : Sous un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté l'exploitant doit conformément à l'article 26 alinéa I,2 de l'arrêté du 14/12/2013 Expliquer les raisons du changement de stratégie de traitement Justifier que cette dernière est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante sur l'environnement
Constats : L'exploitant prévoit de changer de stratégie de traitement. Il est prévu de mettre une place, le traitement suivant : <ul style="list-style-type: none">• injection d'un anticorrosion avec biodispersant ;• injection continue de brome pour maintenir une concentration de 0,7 ppm ;• injection tous les vendredis soirs de 100 à 150 ppm de isothiazolone (biocide non oxydant) ; L'inspection des installations classées rappelle que l'injection de biocide oxydant pour maintenir par exemple une concentration en chlore libre permanente comprise entre 0,4 et 0,8 mg/L est une pratique habituelle. En revanche, l'utilisation d'un biocide non oxydant de manière systématique n'est pas une bonne pratique car elle peut entraîner une accoutumance de certains organismes pouvant contenir des légionelles et si le BNO est trop dosé, cela peut être très impactant pour la STEP en aval, voire le milieu naturel. Suite à un accident comme celui de septembre 2024, l'inspection des installations classées peut comprendre cette injection hebdomadaire de biocide non oxydant de manière temporaire (pendant 6 mois par exemple après la remise eau de l'installation). Une surveillance de la masse bactérienne dans le circuit hydraulique pourrait permettre d'optimiser la fréquence d'injection de biocide non oxydant. L'exploitant devra présenter de manière précise sa nouvelle stratégie de traitement et justifier que cette dernière est la plus adaptée à son installation et la moins impactante. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de police de maintenir ce point de la mise en demeure et d'accorder un délai supplémentaire à l'exploitant pour répondre à cette prescription de la mise en demeure. L'exploitant devra répondre à la demande rappelée ci-dessus d'ici le 16 mai 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Proposition d'un délai supplémentaire pour répondre à la mise en demeure
Proposition de délais : d'ici le 16 mai 2025

N° 5 : Rapport d'incident pour le dépassement 100 000 UFC/L

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/10/2024, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport d'incident
Prescription contrôlée : sous un délai de 15 jours transmettre un rapport global d'incident précisant et justifiant de l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées
Constats : L'exploitant n'a toujours pas transmis son rapport d'accident. L'inspection des installations classées, estimant le coût de la rédaction du rapport d'accident (analyse des causes compris) à 1 500 euros, propose à Monsieur le Préfet de police de prendre une astreinte journalière d'un montant de 100 euros (100 euros x 15 jours = 1 500 euros).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 6 : Mise à jour du plan d'entretien et du plan de surveillance

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/10/2024, article 3 .
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance et d'entretien
Prescription contrôlée : sous un délai d'un mois mettre à jour les plans d'entretien et de surveillance en prenant en compte les recommandations de l'analyse méthodique des risques demandée à l'article 1er du présent arrêté
Constats : L'exploitant travaillant sur un changement de stratégie de traitement, il doit adapter ses plans d'entretien et de surveillance en conséquence. L'exploitant a présenté la fiche d'intervention de la société Atalian du 10/03/2025. La trame de cette fiche d'intervention est la formalisation du plan d'entretien actuel. Le tableau Excel de suivi des paramètres de surveillance doit être mise à jour puisqu'il renvoie des erreurs de calcul. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de police de maintenir ce point de la mise en demeure et d'accorder un délai supplémentaire à l'exploitant. Ce dernier devra, d'ici le 16/05/2025, transmettre une version définitive de ses deux plans et corriger son tableau de suivi des paramètres de surveillance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Proposition d'un délai supplémentaire pour répondre à la mise en demeure
Proposition de délais : d'ici le 16 mai 2025

N° 7 : Rapport d'incident pour le début d'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/10/2024, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
Prescription contrôlée : sous un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté l'exploitant doit transmettre un rapport d'incident précisant notamment les circonstances et les causes de l'incendie survenu sur les tours aéroréfrigérantes n°7 et 8, les mesures prises ou envisagées pour éviter que cet événement ne se reproduise
Constats : L'exploitant a transmis son rapport daté du 22/11/2024. Il n'a pas réussi à comprendre pourquoi les résistances se sont déclenchées. Les tests de commande réalisés par le constructeur n'ont montré aucune anomalie. L'exploitant a néanmoins mis en place d'un carter de protection au-dessus des sondes de niveau afin qu'améliorer la précision des mesures qui pourraient être faussés par la pulvérisation des tours ou par les intempéries, telle que la pluie Au cours de l'inspection, l'exploitant a dit qu'il prévoyait également d'installer un bouton d'arrêt d'urgence des installations électriques à l'extérieur du local où sont implantées les tours aéroréfrigérantes. Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de lever ce point de la mise en demeure notifiée par l'arrêté préfectoral n° DUPA-2024-1442 du 22 octobre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/10/2024, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit mettre à jour le plan du circuit hydraulique de l'ensemble des installations classées sous la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
Constats : L'exploitant a transmis le 26/11/2024 le plan actualisé du circuit hydraulique de l'ensemble des installations classées sous la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Il est proposé, à Monsieur le Préfet de police de lever ce point de la mise en demeure notifiée par l'arrêté préfectoral n° DUPA-2024-1442 du 22 octobre 2024.

Cependant l'exploitant prévoit de modifier à nouveau son circuit hydraulique en enlevant le filtre à sable et l'installation de traitement par aimant. L'exploitant devra transmettre, avant la remise en eau de son installation une version actualisée du plan du circuit hydraulique en application de l'article 12 alinéa II.b. de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 9 : Entretien des dévésiculeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des dévésiculeurs
Prescription contrôlée : Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires.
Constats : Les inspecteurs ont constaté que les installations de limitation des entraînements vésiculaires des tours n°1 à 4 n'étaient plus efficaces puisque que des gouttes d'eau étaient visibles dans le panache sortant de ces tours. L'exploitant s'est engagé par courriel du 11/04/25 de mettre en place une surveillance hebdomadaire de la concentration en légionelles sur les tours n°1 à 4 et a pris rendez-vous avec la société HQAIR pour changer les dispositifs de limitation des entraînements vésiculaires. L'entreprise est intervenue le 14/04/2025 pour vérifier si cette action de maintenance pouvait être faite avec les tours en fonctionnement. Le 18/04/2025, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées de l'arrêt des tours n°1 à 4 et de l'installation de deux groupes de secours utilisant du R410A. L'exploitant devra procéder à la déclaration modificative des activités classées à la rubrique 1185 afin d'inclure la quantité de fluide frigorigène contenu dans les groupes froid de secours. L'exploitant devra transmettre les justificatifs attestant du bon remplacement des dispositifs de limitations des entraînements vésiculaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : Dès la remise en eau des tours n°1 à 4

